

RAPPORT N° 2022/6-21
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 09 décembre 2022

OBJET

TRAVAUX DE REHABILITATION DE RESEAU DE COLLECTE DES EAUX USEES DE LA RUE JULES AUBER ET DES VOIES ADJACENTES – ATTRIBUTION DU MARCHE DE TRAVAUX ET AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER LE MARCHE CORRESPONDANT

Dans le cadre de la continuité des efforts déployés pour l'amélioration des conditions de vie des habitants de son territoire, la CINOR s'est engagée dans une programmation pluriannuelle de travaux avec pour objectif la réhabilitation des réseaux publics d'assainissement des eaux usées qui, de par leur vétusté, engendrent la dégradation du milieu environnant.

C'est donc dans ce cadre que sont prévus les travaux de réhabilitation des collecteurs d'eaux usées qui desservent les rues Jules Aubert ainsi que les voies adjacentes situées entre les rues Sainte-Anne et Nice sur la commune de Saint-Denis.

Le programme de ces travaux est le suivant :

- Travaux préparatoires ;
- 8400 m3 de terrassement en tranché ;
- 440 ml de réseau PVC Ø315mm ;
- 400 ml de réseau PVC Ø250mm ;
- 980 ml de réseau PVC Ø200mm ;
- 890 ml de réseau PVC Ø160mm ;
- 163 regards de visite ;
- 282 branchements ;
- 5 500 m2 de réfection de chaussée ;

L'objectif général visé par cette opération est le renforcement, la restructuration et la rénovation des réseaux d'assainissement qui de par leur vétusté et leur sous dimensionnement génèrent des problèmes d'exploitation récurrents (débordements et nuisances olfactives).

Pour ce faire, la CINOR a lancé en septembre 2021 et en avril 2022 des procédures de mise en concurrence selon la procédure adaptée (MAPA) conformément à l'article R. 2123-1 du code de la commande publique. Ces procédures ont été déclarées sans suite en raison de l'absence de concurrence et d'offres de prix supérieures aux estimations prévisionnelles.

Au vu de la vétusté des réseaux sur ce secteur rendant ces travaux de réhabilitation incontournables, la CINOR a procédé à une nouvelle mise en concurrence le 27 septembre 2022 en tenant compte de l'augmentation des prix consécutive à l'inflation et en répartissant les travaux par tranches pour un coût prévisionnel total des travaux estimés à 4 650 500,00 € HT réparti comme suit :

- Tranche ferme - de la rue de Nice à la rue Victor Mac-Auliffe : 2 300 000,00 € HT ;
- Tranche optionnelle 1 - de la rue Victor Mac-Auliffe à la rue Marechal Leclerc : 750 000,00 € HT ;
- Tranche optionnelle 2 - de la rue Marechal Leclerc à la rue Sainte-Anne : 1 600 500,00 € HT

La date limite de remise des offres a été fixée par l'avis de marché au 28 octobre 2022 à 12 h 00 locale.

Le délai d'exécution du marché est fixé comme suit :

- Pour la tranche ferme : **7 mois** y compris une période de préparation fixée à 2 mois.
- Pour la tranche optionnelle 1 : **2 mois** y compris la période de préparation.
- Pour la tranche optionnelle 2 : **4 mois** y compris une période de préparation fixée à 1,5 mois.

Avant la date limite de remise des offres, deux (2) plis ont été réceptionnés.

Après ouverture des plis, les offres des candidats HYDROTECH et SBTPC/SOGEA ont été enregistrées.

Après vérification des pièces de candidatures et analyse des capacités financière et technique, il est proposé d'agréer les candidatures d'HYDROTECH et de SBTPC/SOGEA/DESAMIENTAGE.

Après vérification de la conformité de l'offre et au vu du rapport d'analyse établi au regard des critères de jugement des offres fixés au cahier des charges de la consultation (60 % pour le prix des prestations, 30 % pour la valeur technique de l'offre et 10 % pour la performance environnementale) le classement suivant des offres vous est proposé, sur la base des rapports d'analyse joints en annexe :

ENTREPRISES		MONTANTS EN € HT			TOTAL en € HT
		Tranche ferme	Tranche optionnelle 1	Tranche optionnelle 2	
1	GROUPEMENT HYDROTECH – BTOI ENROBES REUNION - VALGO	2 164 554,71	704 736.88	1 529 453.08	4 398 744,68
2	GROUPEMENT SBTPC SOGEA DESAMIENTAGE	2 300 000,00	750 000,00	1 600 500,00	4 650 500,00

Compte tenu de ces éléments, il est proposé de retenir l'offre du groupement HYDROTECH (1^{er} co-traitant et mandataire)/SODIN (sous-traitant)/ VALGO (2^{ème} co-traitant) / BTOI ENROBES (3^{ème} co-traitant) pour un montant de 4 398 744,68 € HT, réparti comme suit :

ENTREPRISES		MONTANTS EN € HT			TOTAL en € HT
		Tranche ferme	Tranche optionnelle 1	Tranche optionnelle 2	
GROUPEMENT HYDROTECH – BTOI ENROBES REUNION - VALGO		2 164 554,71	704 736.88	1 529 453.08	4 398 744,68

La répartition globale de l'offre est la suivante :

ENTREPRISES CO TRAITANTES	MONTANT EN € HT
HYDROTECH	3 714 221,68 € Dont 15 000 € pour SODAN (sous-traitant)
VALGO	571 103,00 €
BTOI ENROBES	113 420,00 €
TOTAL	4 398 744,68

Les dépenses relatives à ce marché seront imputées sur le Budget Annexe - section investissement, chapitre 23.

Je vous demande de bien vouloir :

- Approuver les pièces constitutives des marchés de travaux de réhabilitation de réseaux de collecte des eaux usées sur la rue Jules Auber et les voies adjacentes ;
- Approuver le classement des offres au vu des rapports d'analyse joint au présent rapport et attribuer le marché à l'entreprise suivante :

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221209-BC2022-6-21-DE
Date de télétransmission : 21/12/2022
Date de réception préfecture : 21/12/2022

ENTREPRISES	MONTANTS EN € HT			TOTAL en € HT
	Tranche ferme	Tranche optionnelle 1	Tranche optionnelle 2	
GROUPEMENT HYDROTECH – BTOI ENROBES REUNION - VALGO	2 164 554,71	704 736.88	1 529 453.08	4 398 744,68

- Autoriser Le Président à signer le marché de travaux avec l'entreprise attributaire sous réserve que cette entreprise attributaire remette les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique dans les délais impartis.


Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N° 2022/6-21
du Bureau de la Communauté
en séance du 09 décembre 2022**

**OBJET : TRAVAUX DE REHABILITATION DE RESEAU DE COLLECTE DES EAUX USEES DE LA RUE JULES AUBER
ET DES VOIES ADJACENTES – ATTRIBUTION DU MARCHE DE TRAVAUX ET AUTORISATION DONNEE AU
PRESIDENT DE SIGNER LE MARCHE CORRESPONDANT**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/6-21 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221209-BC2022-6-21-DE
Date de télétransmission : 21/12/2022
Date de réception préfecture : 21/12/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives du marché de travaux pour la réhabilitation de réseaux de collecte des eaux usées sur la rue Jules Auber et les voies adjacentes ;

ARTICLE 2

D'approuver le classement des offres au vu du rapport d'analyse joint au présent rapport et attribue les marchés à l'entreprise suivante :

ENTREPRISES	MONTANTS EN € HT			TOTAL en € HT
	Tranche ferme	Tranche optionnelle 1	Tranche optionnelle 2	
GROUPEMENT HYDROTECH – BTOI ENROBES REUNION - VALGO	2 164 554,71	704 736.88	1 529 453.08	4 398 744,68

ARTICLE 3

D'autoriser Le Président à signer le marché de travaux avec l'entreprise attributaire sous réserve que cette entreprise attributaire remette les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique dans les délais impartis.

Nombre de votants : 14 (dont 1 procuration)
Suffrages exprimés : 14
Vote pour : 14
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

19 DEC 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221209-BC2022-6-21-DE
Date de télétransmission : 21/12/2022
Date de réception préfecture : 21/12/2022